Anomie et systématique : la hantise de la norme

Abdou Elimam

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3531>

DOI : [10.4000/praxematique.3531](https://doi.org/10.4000/praxematique.3531)

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1985

Pagination : 85-101

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Abdou Elimam, « Anomie et systématique : la hantise de la norme », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 5 | 1985, document 6, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3531> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.3531>

Abdou ELIMAM
CNRS, UA 11 64 SUDLA
Rouen

ANOMIE ET SYSTEMATICITE : LA HANTISE DE LA NORME

Dans les lignes qui suivent, nous tenterons de rendre compte de quelques interrogations qui, au fil du temps, se sont imposées à notre réflexion.

C'est en enquêtant sur la question de la "langue nationale" que nous avons, progressivement, été conduit à remettre en question certaines problématiques en sociolinguistique. Ce recul s'accompagne nécessairement d'un retour sur les concepts ou notions tels que : "langue", "parole", "système", etc.

C'est la notion de NORME qui va retenir notre attention dans ce présent article.

1. LES TRADITIONS DE LA NORME.

On se laisse aisément tenter par la quête d'une origine, d'une source, à partir de laquelle une "tradition" serait née. C'est ce que laisse à penser l'organisation de l'ouvrage : La norme linguistique (Gouvernement du Québec et Le Robert, Paris, 1983) qui s'ouvre sur un chapitre intitulé "La tradition de la norme". Le lecteur est d'emblée confronté à un problème pratique : comment régler le praxème "norme" dans un tissu discursif référant aussi bien au Vè siècle avant Jésus Christ qu'à la période contemporaine ?

Le poids de l'histoire, lorsqu'il s'enracine dans les mots, favorise la polysémie ; il les allège aussi (les mots). Ce processus est saisi à l'intérieur de la Praxématique comme allègement du sens ou dépraxémisation. Le praxème "norme", selon le poids historique qu'il est amené à véhiculer, sera soit praxème, soit métapraxème. Pour nous, c'est le métapraxème qui induit la polysémie. Aussi serons-nous attentif aux situations sociolinguistiques où la norme est en question.

1.1. Norme et histoire.

L'espace "histoire" est à la fois le lieu de cristallisation des représentations sociales et le moteur de leurs évolutions et transformations. La norme linguistique, en tant que cristallisation d'une formalisation du fonctionnement linguistique, subit, forcément, des retombées de la connaissance linguistique. Une norme produite à un moment donné et dans des conditions scientifiques données, est

par principe un état de connaissances provisoires.

Cela dit, il y a deux façons d'appréhender cette cristallisation sociale :

- a). On pose d'emblée l'existence d'un noyau langagier unique et uniforme;
- b). on recueille des corpus divers et variés pour en faire l'objet d'analyses.

Ces deux approches induisent la préférence soit pour la Langue-système-abstrait-du-linguiste, soit pour la parole-en-tant-que-production-individuelle. A notre avis, la recherche a tout intérêt à éviter les limitations qu'imposent ces deux concepts. Le déplacement méthodologique que nous suggérons a l'avantage :

Primo, de ne pas s'enfermer dans un moule conceptuel qui demande à être sérieusement vérifié non pas sur la base (et la foi) d'une seule langue (perçue et analysée avec des moyens toujours provisoires), mais sur la base d'une véritable CONTRASTIVITE mettant en parallèle le maximum de formations langagières possible.

Secondo, de pouvoir déterminer le (ou les) statut(s) de formations langagières qui se présentent à la fois comme système et comme norme. Il est, en effet, assez courant de retrouver ce type d'assimilation. Bien que justifiable à un certain niveau, il contribue - peu ou prou - à opacifier la praxis du linguiste.

Il existe un relatif consensus chez les linguistes pour reconnaître que toute formation langagière ayant une diffusion relativement élargie, répond aux exigences d'une certaine systématité. Par contre, tout système linguistique n'est pas forcément reconnu comme norme.

La distinction entre Norme (au singulier) et normes (au pluriel en en minuscules) se retrouve, dans ces circonstances, pour discriminer Unicité et Pluralité plus ou moins unifiée. Mais comme le fait remarquer J.B. Marcellesi, on finit par confondre Unicité et Unité.

Le cadre historique, ici, va nous servir de point de repère. En effet nous accordons le primat à l'histoire des formations sociales en ce sens que les productions sociales (quelles qu'elles soient) sont toujours l'émanation d'une activité sociale. De ce fait, "historiciser" la norme (c.f F. Helgorsky, 1982), c'est chronologiser des "états" de cette même norme. Cela, non pas dans un cadre historique, mais par rapport aux progrès de la praxis du linguiste. Pour nous, c'est la prise en compte de la liaison étroite entre praxis lin-

guistique et praxis tout court, qui contribuera à faire avancer la praxis du linguiste. Une telle démarche s'inscrit dans l'articulation Société-Langage dans le cadre de l'histoire. Si les formations sociales ont toutes un "sens" historique, leurs histoires particulières et spécifiques doivent faire l'objet d'une évaluation de circonstance (c.f le concept de détermination chez K. Marx). C'est cela même qui nous fait craindre les démarches totalisantes où un seul cadre théorico-conceptuel est offert au chercheur; ce qui fait perdre de vue la vie du langage.

L'histoire, telle que nous la concevons, nous permet de saisir ce qui fait la spécificité d'une formation langagière donnée. La question de la norme (ou des normes) n'intervenant que pour spécifier la particularité des FORMES sociales que peuvent prendre les représentations sociales; en l'occurrence le langage.

1.2. Les lieux théorico-pratiques de manifestation de la norme.

1.2.1. Il est un fait -d'ailleurs peu relevé- que la plupart des études faites sur la norme sont fondées sur des situations sociolinguistiques propres à des sociétés où la langue officielle est historiquement établie dans son hégémonie. C'est dans de telles situations que toute formation langagière se trouvant en position de concurrence est cataloguée dans une terminologie recourant à des notions telles que : "patois", "dialecte", "parler", etc.

Par contre, lorsqu'il s'agit de sociétés en voie de développement, il y a brusquement recours à des notions telles que : "sabir", "créole", "véhiculaire", "vernaculaire", etc.

Ces variations terminologiques cachent-elles des réalités empiriquement observables, ou bien sont-elles le reflet de théories linguistiques différentes ?

Pour notre part, nous proposerons de prendre ces variations en compte en cela qu'elles traduisent une réalité, certes, mais non linguistique. Elles traduisent une réalité socio-historique exprimée à travers le prisme idéologique de la société moderne.

Est norme tout ce qui dans les productions langagières d'un système donné est fidèle au modèle de production arrêté par législation. Toute déviation sera dite a-normale et sera par conséquent rejetée, refoulée, pathologisée (c.f Rossi-Landi, 19). La norme, ici, est quasi synonyme d'INSTITUTION. Nous parlerons, dans ce cas de NORME-INSTITUTION.

Cependant, si la norme se limitait aux critères d'intercompréhension

sion, nous aurions alors affaire à une socialisation (c.f Droit coutumier/Droit institutionnel) des productions langagières. Socialisation qui leur confère un statut de modèle social de production. Nous dirons, dans ces cas là, que nous avons affaire à une NORME SOCIALE (parce que socialisée).

La distinction Norme/Normes ne nous semble pas pertinente. D'une part, la quantification (singulier/pluriel) ne saurait être un critère scientifique; d'autre part, tant qu'on n'explicite pas d'où vient la norme, on en reste à un stade que nous qualifierons volontiers de "philosophie spontanée".

La tendance à "historiciser" la norme en remontant à la "codification" du sanscrit, par exemple, ne fait que localiser un événement dans un espace-temps. Or ce n'est qu'avec l'éclosion des premiers Etats-Nations que la codification linguistique commence à prendre un sens "moderne". Cette remarque nous incite à déterminer les conditions socio-historiques contribuant à l'apparition de la Norme-Institution sur la scène sociale.

La confusion entre Norme-Institution et Système linguistique (celui du linguiste), a longtemps opacifié cette question à tel point que la linguistique contemporaine les a, pendant de nombreuses et productives années, implicitement confondus. Nous ajouterons que c'est cette même confusion, mais lue de manière différente, qui a favorisé la thèse selon laquelle la langue est idéologie (c.f N. Y. Marr). Ce point de vue n'a pas été isolé puisque d'autres variantes de cette thèse (bien qu'ayant recours à des concepts différents) ont trouvé un écho chez Sapir, Worf et bien d'autres, plus contemporains (G. Kress and R. Hodge: Language as ideology, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1979).

Selon nous, les protagonistes de la "norme-institution = le système de la langue" ne perçoivent qu'un pôle de la METAMORPHOSE DES FORMATIONS LANGAGIERES; les défenseurs de la "langue-norme = idéologie" n'en perçoivent que le second. Toute langue officielle (normée, codifiée, diffusée, etc.) est synthèse dialectique des deux pôles. Et c'est précisément la notion de norme qui renferme la contradiction essentielle.

Pour qu'un système linguistique donné puisse s'ossifier et traverser -bon gré, mal gré- les avatars de l'histoire, il lui faut -tout simplement- contenir du POUVOIR (c.f R. Lafont "Introduction" à Langue dominante langues dominées, Edition Edilig, 1982). Nous défendrons l'idée que les langues officielles sont du pouvoir sous

forme de langue. Or le pouvoir est toujours produit/reproduit en société. Ses véritables producteurs, selon le type de formation sociale à la quelle ils appartiennent, soit se le réapproprient; soit s'en voient exproprier. Dans un cas il y a médiation, mais elle est éphémère. Dans l'autre cas il y a médiation également, mais elle est permanente. Pour que la médiation du pouvoir puisse être suffisamment large afin de recouvrir tous les domaines de la vie sociale, économique et culturelle, elle se doit de recouvrir des formes (de réalisation) particulières. L'émergence des Etats-Nations a correspondu, historiquement, à cette nécessité (c.f les remarques de K. Marx sur la monarchie absolue, Contribution à la critique de l'économie politique, p.181).

Etats-Nations et langue officielle (quasi) unique -dans le sens que lui attribue la linguistique moderne- sont donc non seulement contemporains, mais solidaires.

1.2.2. Les clarifications que nous proposons ont pour objectif d'appréhender les formations langagières sous leurs apparences sociales, d'une part; et sous leur forme sous-jacente, de l'autre. Notons que la distinction opérée par la G.G.T. entre "structures de surface" et "structures profondes" n'est d'aucun recours pour notre propos. La structure profonde est, selon nous, extra-linguistique en cela qu'elle correspond à un modèle hypothético-déductif en marge du modèle effectif de production.

Reconnaître le clivage constitutif d'une formation langagière en Langue et Norme, c'est reconnaître, du même coup, qu'une langue est à la fois substance (terme que nous expliciterons plus loin) et forme. Toute réduction court le risque de s'enfermer dans une approche idéologique du fonctionnement des langues. L'enjeu réside dans l'appréhension des phénomènes langagiers (le corpus) et dans le traitement qu'on en fait. Le langage se manifeste dans les situations discursives fondées par et dans l'intersubjectivité; il se manifeste également dans les modèles figés de production (dictionnaires, grammaires, "le bon usage", etc.).

On voit bien, à ce niveau, que la distinction Langue/Parole ne recouvre -en réalité- que la distinction Langue Légitime (la langue)/Langue non Légitime (la parole). En même temps on se rend compte que la saisie de ce clivage est également de nature extra-linguistique.

Nous partons de l'hypothèse (de plus en plus vérifiée et confirmée) que la reproduction de l'Etat (moderne) passe par une légitimation d'un code linguistique, si ce n'est unique, du moins unifié.

C'est en ce sens que le modèle (dominant) de production est de nature éminemment politique. La norme prescriptive est du domaine du Droit. Et ce n'est qu'avec l'émergence historique de la catégorie de Sujet de Droit que la norme prescriptive devient indispensable à la reproduction du pouvoir centralisé sous sa forme Etat. Ainsi que le fait remarquer L.F. Lara (La norme linguistique): "...il leur (les missionnaires) était plus important d'unir les peuples (d'Amérique latine) en prêchant l'Evangile que d'avoir recours à la langue de l'Empire." Par contre ce n'est "qu'après que le siècle des lumières eut encouragé et imposé l'obligation d'enseigner l'espagnol à l'ensemble des peuples d'Amérique latine au XVIII^e siècle (que) la valeur nationale de la langue finit par être considérée comme une conquête de la raison; cela ne fait encore aucun doute aujourd'hui."

Aux U.S.A., ce sont la déclaration de l'indépendance ainsi que le début de la guerre révolutionnaire de 1776 qui marquent la naissance à la fois de l'Etat-Nation et de la création de la langue nationale (c.f le dictionnaire de N. Webster). L'exemple de l'Europe regorge de situations quasi identiques.

C'est dans ces conditions que le modèle officiel de production devient Norme. C'est cela-même que nous appelons Norme-Institution.

1.2.3. Toutefois il nous faut garder à l'esprit que les modèles de production autorisés se nourrissent d'usages langagiers effectifs. Il s'agit, dans la majorité des cas, d'usages propres à certaines classes ou couches sociales ayant une position dominante dans l'orientation de la vie économique et politique. En somme un usage qui réussit à prendre la forme d'une Norme-Institution est, généralement, un usage issu de la praxis linguistique. C'est cette même condition qui lui permettra de survivre aux vicissitudes de l'histoire événementielle et prendre consistance dans le champs de la vie sociale. Cette consistance est de nature à la fois linguistique et extra-linguistique. Elle répond également à un processus de maturation que nous rapprochons du concept de "satellisation" chez J.B. Marcellesi. "Nous appelons "satellisation" le phénomène par lequel l'idéologie dominante tend à "rattacher" un système linguistique à un autre auquel on le compare et dont on affirme qu'il est une "déformation" ou une "forme subordonnée" (Langages n°61, p.9). Ce phénomène est solidaire du processus hégémonique d'une classe (ou de couches sociales) sur la vie politique, économique et culturelle. Pour repren-

dre J.B. Marcellesi, "On ne peut nier que c'est d'une manière ou d'une autre à des langues d'Etat qu'on confère le prestige, le rang de langue littéraire." (Langages n°25, p.9); mais, d'un autre côté, les "couches culturellement et linguistiquement hégémoniques" ne se confondent pas automatiquement à celles qui exercent le pouvoir. Ce que nous retiendrons, pour l'instant, c'est la liaison indispensable entre formes du pouvoir et production/reproduction d'une norme.

1.2.4. La reproduction d'une norme repose sur un relatif consensus. Par reproduction nous entendons également la réappropriation de la norme par les parlants. C'est pour rendre compte d'un tel phénomène que nous proposons de distinguer la Norme Socialisée des autres formes d'implantation d'une norme. La socialisation intervient à partir du moment où elle renferme et exprime les rapports sociaux fondamentaux. Nous voyons là une raison supplémentaire à la nécessaire coïncidence entre pouvoir et langue officielle. Une norme est donc socialisée à partir du moment où elle surdétermine les productions langagières. Lorsqu'elle SUBJUGUE les locuteurs au point de refouler toute autre formation langagière en marge du pouvoir. Nous retrouvons également ici, le concept d'Hégémonie tel que l'a forgé Gramsci; c.à.d. un processus consensuel forgé dans la pratique sociale. Lorsque la domination est relayée d'Hégémonie, nous sommes en situation de surdétermination ("ça fonctionne à l'idéologie"). Et lorsqu'une norme linguistique (peu important ses formes de diffusion), prend corps dans le processus hégémonique, elle se dédouble en forme et essence, elle est système et norme (ou norme-système).

Même si ces remarques semblent tomber sous le sens, leur prise en compte de manière constante nous paraît heuristique à plus d'un titre. Ajoutons que des remarques du même type apparaissent çà et là dans la littérature sociolinguistique, mais elles n'ont pas encore produit de recherches systématiques. J. Maurais (La norme linguistique) se voit soulever un type de questionnement parallèle au nôtre. En effet, après avoir noté que les travaux de Panini consistaient essentiellement en "une description de la langue de ses contemporains", il fait remarquer que ce n'est qu'au XIX^e. siècle et au début du XX^e. (avec l'apport de F. de Saussure) que la description linguistique devient une "description/synchronique de l'usage contemporain". Traduit en nos propres termes, cela revient à dire que ce n'est qu'avec la maturation de l'Etat-Nation que la Norme-Sociale se rapproche de manière optimum de la Norme-Institution. Par contre

les grammairiens romains, par exemple, fondaient leur conception de la norme sur l'usage des "gens cultivés et des auteurs classiques". En France, il faudra attendre le XVIII^e. siècle pour voir faire coïncider norme linguistique et norme "logique", dans la grammaire de Port Royal. A partir de là, c'est l'usage écrit - celui des écrivains - qui servira de repère à la norme ¹⁾.

L'engrenage dans lequel norme et pouvoir vont se compléter, se substituer l'un à l'autre, va, dans le cours de l'histoire, se consolider essentiellement par la généralisation de l'enseignement. Le clivage originel se laissera percevoir en UNITE, et la norme deviendra "objective" car "correspondant à l'usage statistiquement dominant" (Berutto, cité par J. Maurais; op.cit. p.7). Les langues sans pouvoir paient le tribut de la "démocratisation de l'enseignement" en s'effaçant de la scène publique autorisée. Nous serions en droit de nous interroger sur le contenu véritablement démocratique de tels processus, d'autant plus que cela fait dire à J. Maurais qu' "il y a des cas où une entreprise normative, en prescrivant l'hexagonal ou l'officialese, sert vraiment la cause de la démocratisation en facilitant la communication entre les contribuables et les pouvoirs publics". La démocratie au nom de l'unicité de code...

De telles réactions nous semblent induites par la nature hypostasiée et surdéterminante de la norme officielle. C'est également un tel effet pratique qui contribue à favoriser la distinction entre Norme et normes. La pluralité renvoyant à des régularités conjoncturelles et restreintes. L'unicité renvoyant à une régularité constante et étendue. Derrière un tel effet, nous repérons le moment où effectivement une norme est perçue comme langue-système.

A ce point de notre exposé nous pourrions nous résumer ainsi :

1). Les conditions contemporaines d'édition sont telles qu'elles ne se font pas systématiquement le relais des mesures étatiques dites de "planification de corpus". Une telle relative indépendance de l'édition mériterait qu'on s'y intéresse d'autant plus que les répercussions de la crise de l'Etat moderne sont également repérables dans des formes du politique jusque là inédites. Le "libéralisme" en matière de politique linguistique de l'édition préfigure - peut-être - celui de la future forme-Etat...

La langue-système est par conséquent une synthèse dont la genèse est double :

- d'une part, elle est unité de F.L. et de pouvoir;
- d'autre part, elle est unicité de norme.

Quant aux conditions d'émergence de tels phénomènes socio-historiques, nous l'avons vu, elles sont induites du marché tout court, celui qui uniformise les individus en producteurs de valeur-pouvoir et les laisse apparaître sous leur masque de SUJETS de DROIT. Robert Lafont parle, dans ce cas, de création d'un marché du sens où tout acte de parole voit transformer la valeur d'usage en valeur d'échange. Mais en même temps, la praxis linguistique qui contient également les illégalités du sens, révèle cette illimitation en cela "qu'un énorme excès qui pourrait en droit parvenir à l'échange ... n'y parvient pas en fait." (Le travail et la langue, p.158). Le tri entre le légitime et l'illégitime, le légal et l'illégal, "revient à ceci que ne circulent plus que les produits reconnus." (id. ibid.).

Bien que le marché du sens préfigure historiquement celui du marché moderne des marchandises, il finit par se plier à la nature du monde marchand lui-même issu et généré par le clivage entre valeur d'usage et valeur d'échange. Le langage aussi connaît un clivage parallèle : celui où il se dédouble en système de valeurs et en formes sociales d'actualisation. Notons que ce tri, cette instance de censure, est là pour rappeler l'acte aliénant-essentialisant qui conditionne la circulation. C'est la toujours éphémère résolution-reliance de la contradiction essentielle qui fonde et anime la norme.

Il devient clair, dans notre perspective, que la production langagière en situation de contrôle par une norme officielle unique est toujours le fruit d'une dynamique conflictuelle. Conflit individuel pour ses reconnaissance et identification; conflit social pour la reconnaissance et l'identification du ou des groupes. Notons que le fait de poser le problème du marché du sens ainsi que de son réglage-régulation en termes de conflit risque de banaliser ce dernier par une profusion de "conflits secondaires". C'est ce que beaucoup d'études sur la diglossie ont tendance à favoriser. Ce risque provient également de la sur-généralisation des situations sociolinguistiques dans le concept de diglossie. Bien que nous reconnaissons à la diglossie un caractère universel, les contours que celle-ci peut prendre dans des situations déterminées, nous semblent bien plus pertinents pour l'analyse. Ajoutons enfin que ces situations sont assimilables²⁾

2). Le cas de la France étant relativement unique.

dans les sociétés industrialisées possédant une longue et effective tradition étatique. Les problèmes sont relativement différents dans les sociétés non encore cristallisées et aux traditions étatiques quasi inexistantes.

2. L'ANOMIE COMME PRE-NORME OU COMME ANTI-NORME ?

2.1. Les sociétés modernes (et industrialisées) se sont dotées "d'outils institutionnels" d'exercice du pouvoir. En même temps, elles se sont consolidées et enracinées par le recours à une langue-norme officielle et généralement unique. Leur modèle (même implicitement) paraît donc "importable, avec quelques aménagements" ! Grossièrement, c'est ainsi que les perspectives de développement se dessinent dans les pays en voie de développement (PVD).

Toute prise du pouvoir se manifeste par son exercice effectif, par le rappel constant de l'autorité. Or le mouvement nationaliste de l'après-deuxième guerre mondiale va connaître des rythmes et des formes jusque là inédites. L'Etat-Nation de l'Europe des XVII^e. et XVIII^e. siècles correspondait à une maturation historique également inédite. Cependant ce n'est qu'au début du XIX^e. siècle que les Etats-Nations se sont ossifiés et imposés. Selon L. Tivey, "What was invented in the early nineteenth century was the ideology -the belief that nations were the natural and only true political units, the foundations on which states, governments and their policies should depend. Thus arrives the concept of the nation-state as an ideal. Its realization over the world did not take place until the twentieth century, when the great empires of Holland, Turkey, France and Britain collapsed." (The nation-state, p.4). Pour nous, cette évolution marque le degré de socialisation de cette forme de pouvoir (le processus hégémonique en cours d'ancrage, en quelque sorte).

La particularité du monde des années 50 consiste d'une part en l'existence séculaire de traditions étatiques dans les pays colonisateurs; d'autre part, en une maturation du corps social des pays colonisés. Mais l'absence d'un marché national, d'un patrimoine culturel préservé et de traditions supra-communautaires, vont peser d'un grand poids dans la constitution des nouveaux Etats indépendants. Contrairement aux pays industrialisés où, historiquement, l'Etat est dérivé du marché, dans les PVD, l'Etat en tant qu'ensemble d'appareils est une "tête sans corps" ou un "non-encore-Etat". Ici le processus hégémonique est à peine suscité. Son relatif succès dépendra des conditions de reproduction de la société. Or parmi ces conditions, la question de la communication sociale tient un rôle central.

2.2. Les choix que sont amenés à faire les nouveaux dirigeants, sont à la fois politiques et pratiques. Il leur faut préserver la cohésion nationale en faisant respecter l'ordre établi et en imposant la référence quasi-unanime au pouvoir centralisé. Sans recourir à une typologie, nous pourrions dégager les quelques caractéristiques suivantes :

- recherche de légitimation de la souveraineté nationale représentée par le gouvernement-Etat,
- recherche d'unification des diverses composantes de la communauté nationale,
- recherche de cohérence dans le développement industriel, social, politique et culturel,
- recherche d'unification linguistique pour la circulation de la communication politique.

2.2.1. La question linguistique devient un enjeu vital car l'exercice du pouvoir semble passer par le contrôle de la communication sociale. Dès et déjà se dessinent deux voies parallèles et souvent contradictoires : celle favorisant -en priorité- la communication politique, d'une part; celle favorisant la communication sociale, de l'autre. L'alternative se réduit très vite (en général) en option unique : la langue nationale unique.

Nous ne reviendrons pas sur les arguments "motivant" de tels choix (division de la société en cas de plurilinguisme officiel, voire toléré - absence de norme - absence d'écriture - incapacité des langues endogènes à véhiculer la science - etc.), nous nous pencherons plutôt sur les critères refoulés.

Toute formation langagière se réalise et se reproduit dans un espace-temps dont le seul critère de réalité est l'usage effectif, par des locuteurs effectifs. Mais comment la politique étatique en matière de langues se doit-elle de prendre en compte les usages socialisés ?

2.2.2. Mis à part les quelques cas (fort peu nombreux) où une langue locale a été promue au rang de "langue nationale" (Indonésie, Israël, Philippines, Tanzanie, Pérou, Malaisie, etc.), c'est toujours une langue extérieure au corps social qui est favorisée. L'arabe (classique) est, de manière générale, la langue officielle et "nationale" de la plupart des pays dits arabophones. Le recours aux langues "prestigieuses" et "internationales" semble se justifier par la nécessaire communication internationale. Cependant, lorsque cette même langue

est imposée pour la communication sociale, il s'agit d'une décision politique résolument auto-odique. En même temps ce type de choix et de décisions renferme une contradiction dont l'issue peut ou non favoriser la légitimation du pouvoir. En effet, si le pouvoir central ne tient pas compte de la nécessaire croissance de l'être social langagier, la communication politique se limiterait à un monologue. Mais d'un autre côté, la croissance de l'être social langagier risque d'être le lieu d'émergence et de cristallisation d'une conscience d'appartenance à une communauté politique et non plus nationale seulement. Ici, le nationalisme en tant qu'idéologie, rencontre ses propres limites. L'individu quant à lui, aspire au statut de Sujet de Droit.

On pourrait se résumer en disant que la contradiction que les choix de politique linguistique impliquent s'énoncent ainsi : comment concilier développement national et citoyenneté moderne ?

2.3. La solution -qui n'en est pas une en réalité- est de recourir à une instrumentalisation de la vie sociale et politique; ce qui revient à nier le développement des forces productives (objectives et subjectives; c.f G. Markus, Langage et production). C'est ainsi que nous comprenons l'opposition entre norme étatique et norme sociale. La situation linguistique d'un pays comme l'Algérie, où coexistent en gros deux groupes de langues endogènes (l'arabe algérien et le berbère algérien), est pourtant plus aisée à impulser. Les situations d'anomie sont largement surmontables -elles le sont de fait- ; mais elles n'ont pas la faveur du centre politique. Pourtant les échanges (de plus en plus nombreux et fréquents) entre les populations des quatre coins du pays règlent de facto les problèmes d'intercompréhension. Ils permettent également l'éclosion d'une syncrasie certaine. Les deux langues en formation représentent, grosso modo, 75% et 25%, respectivement.

Quant à la langue officielle, elle n'est parlée par personne en situation d'échanges informels. Dans les échanges formels, rares sont ceux qui y ont recours de manière constante.

L'interdiction de parler les langues locales en classe ainsi que dans certaines réunions officielles, signifient que, malgré leur statut de "sous-langues", elles représentent quand même un danger pour la "pérennité" de la langue officielle. Par ailleurs, certains travaux, en cours de gestation, indiquent nettement que malgré l'arabisation de l'enseignement, il est constaté, chez les élèves, une résistance de leurs langues maternelles. Résistance qui s'exprime par un

relatif maintien de leur syntaxe et par certains emprunts lexicaux à l'arabe classique, voire "moderne". Gageons que cet enracinement des schémas de production finira par interpeller les "planificateurs linguistique" dans ce pays.

3. NORME ETATIQUE ET NORME SOCIALE : l'exemple algérien.

3.1. La situation algérienne nous semble assez typique en cela qu'il s'agit d'un pays où le profil linguistique s'apparente à la situation de polynomie telle que la pose J.B. Marcellesi : "...langues dont l'unité est abstraite et résulte d'un mouvement dialectique et non de la simple ossification d'une norme unique, et dont l'existence est fondée sur la décision massive de ceux qui la parlent de lui donner un nom particulier et de la déclarer autonome des autres langues reconnues". (Glottopolitique, p.M-6).

Bien qu'en Algérie (comme dans tout le Maghreb), la masse des parlants réserve un respect sans borne pour l'arabe classique (la langue du Coran), cette dernière n'est pas leur langue "du quotidien". Chez les berbérophones, la situation est plus complexe : d'une part, les deux langues sont assez éloignées; d'autre part, la pratique du culte islamique les engage à réciter des versets du Coran et à reprendre des clichés en arabe classique dans leurs échanges quotidiens. Cependant, dans les deux cas, l'intervention de l'arabe classique se limite à une forme de discours rapporté.

3.2. Il est aisé de constater que c'est le refus des langues endogènes qui est à l'origine des problèmes linguistiques. Et l'idéal de la langue unique et de civilisation en reste au stade d'idéal.

Le patrimoine culturel fixé dans la langue choisie comme "langue nationale", n'appartient pas particulièrement au peuple algérien. Il est la propriété de l'ensemble des pays musulmans (arabophones ou non, d'ailleurs !). Cependant, ce patrimoine a été produit dans des lieux et à des périodes déterminées. Cela explique -en partie- pourquoi certains pays arabes s'y reconnaissent beaucoup plus que d'autres. L'histoire du Maghreb a été marquée par des apports et influences culturels berbères, islamiques et plus généralement méditerranéens (c.f T. Baccouche et H. Skik, 1973). Son patrimoine culturel a été, à travers les siècles, constamment minoré. Mais bien des traditions persistent et circulent sous la forme orale et écrite également.

3.3. Les productions culturelles locales, malgré le sentiment auto-odique des locuteurs, sont suffisamment nombreuses et variées pour nous permettre de dégager une tendance "nationale". Les lieux de matérialisation de ces expressions sont le théâtre, le cinéma, la poésie, la chanson, les contes populaires, etc.

3.3.1. L'essentiel des productions théâtrales se fait en langues endogènes. Précisons par ailleurs que le théâtre connaît une tradition assez longue et bien ancrée dans la conscience populaire. Il a été un des lieux privilégiés pour l'expression de la résistance au colonialisme; il a contribué de manière efficace à forger la conscience nationale. Son rayonnement sur l'ensemble du territoire national date des années 1920, et la mémoire collective retient aisément les noms de Allalou, Rachid Ksentini, Mahiédine Bachtarzi, Mohamed Touri. Dans la période contemporaine, les productions les plus populaires sont signées par A. Kaki, A. Alloula, M. Kateb, K. Yacine, etc. Les caractéristiques communes sont d'une part, la thématique; d'autre part, la langue (arabe algérien). Parallèlement au théâtre professionnel, il faut noter la profusion de troupes "amateurs" qui, avec des moyens différents, respectent les mêmes critères. Les pièces jouées en arabe classique sont très peu mobilisatrices; et lorsqu'elles sont diffusées à la télévision, le réflexe est -souvent- d'essayer de capter une chaîne espagnole ou autre (selon le point géographique où l'on se trouve).

3.3.2. La poésie est également une tradition bien ancrée. Ses formes de diffusion sont généralement orales mais on a vu, dans la dernière période, un effort de diffusion dont le mérite essentiel est d'offrir des recueils de cette mémoire populaire. Deux des plus récents sont : Mohammed Belhalfaoui, La poésie arabe maghrébine d'expression populaire; défense et illustration d'une poésie classique d'expression "dialectale", F. Maspéro, 1982. - Kadda Boutarène, Proverbes et dictons populaires algériens, O.P.U. Alger, 1985.

3.3.3. La chanson est peut-être le lieu de cristallisation de la mémoire collective le plus vieux et le plus durable. Bien des traditions se sont ainsi forgées aussi bien en berbère qu'en arabe algériens. Parallèlement aux adaptations de la musique et des chants andalous, il faut signaler en premier lieu le CHAABI (littéralement : "le populaire"). Cette forme originale combinant textes et musique

d'inspiration résolument citadine connaît un rayonnement national bien qu'émanant de la région d'Alger. Il est à noter que la démarche des auteurs de chansons chaabi se veut franchement unitaire en ce sens que leur répertoire s'inspire du stock lexical commun (la syntaxe est déjà commune pour l'essentiel); c'est aussi cela qui en fait un mode d'expression national.

A côté du Chaabi, il y a d'autres formes qui ont réussi à s'imposer : le "EVEY" saharien, le chant des "Medahat" (chants de femmes qui, sur la base d'un rythme particulier et soutenu, improvisent tout en respectant une certaine structure distinctive), le "hawsi", etc.

Dans la période présente, il est à noter deux phénomènes dominants : la chanson d'expression kabyle (Idir, J. Allam, Les Djurdjura, etc.), d'une part; le "RAÏ", de l'autre. A propos du "raï", voici ce que nous avons pu lire dans un hebdomadaire (Algérie Actualité, n° 1033, août 1985) : "Le Raï emplit l'atmosphère. Partout, dans les cafés, bars, boutiques, à travers les grandes artères de la cité (Oran), le Raï est omniprésent. Sur la plage, c'est invariablement cette même musique qui crée l'ambiance. Le phénomène Raï a gagné tout le pays et même dépassé nos frontières. Mais que d'interrogations suscite-t-il ? Le premier festival Raï qui se tiendra à Oran à partir du 8 août prochain sortira-t-il cette musique populaire de la clandestinité dans laquelle on l'a confiné ?" (c'est nous qui soulignons).

3.3.4. Le cinéma, également, est un lieu de diffusion de l'arabe algérien (essentiellement). La quasi totalité des productions sont en langue endogène; les quelques exceptions en arabe classique ont tout simplement été des échecs. Mentionnons le film de Allouache : "Omar gatlitou" dont le succès a été inégalé. La mise en scène de la diglossie (séquence où une pièce de théâtre est jouée en arabe classique en attendant un récital "chaabi"; cela donne lieu à des déplacements incessants dans la salle, à un chahut de "potaches" et dès que surgit Chaou, le chanteur, la salle plonge dans un silence religieux...) a certainement contribué à sa popularité.

3.3.5. Nous finirons ce bref tableau en indiquant un ordre de grandeur dans la diffusion de la presse nationale. Bien que tous les journaux ne mentionnent pas leurs tirages, nous avons réussi à glaner quelques indications fort intéressantes. A titre d'illustration, nous prendrons un quotidien en arabe, un quotidien en français et un hebdomadaire en français.

	1965	1971	1985
EL MOUDJAHID (quotidien en français)	40 000	130 000	360 000
AL CHAAB (quotidien en arabe)	5 000	40 000	?
EL DJAMHOURIA (quotidien en arabe)			42 000 (estimation)
ALGERIE ACTUALITE (hebdomadaire en français)		150 000	185 000

De l'avis de certains informateurs qui ont bien voulu nous communiquer ces quelques indications, le tirage en langue arabe "est tellement dérisoire qu'on ne le mentionne pas". Toutefois, il est important de constater que l'arabisation ne porte pas tous les fruits escomptés par ses défenseurs. Il suffit de comparer le tirage de AL CHAAB, en 1971, avec celui d'EL DJAMHOURIA en 1985 (nous regroupons ces deux journaux dans le même cadre : diffusion nationale - langue arabe), pour se rendre compte qu'il y a une stagnation au niveau du tirage; que dire de la diffusion effective ? En revanche, la soif d'informations et l'intérêt pour la vie économique et sociale favorise la presse d'expression française puisque EL MOUDJAHID voit son tirage multiplié par 9 en l'espace de vingt années...d'arabisation !

4.

La question de la norme ne peut éviter le politique, elle ne peut faire l'économie de l'histoire, non plus. Notre tentative de mener de front les divers types de déterminations n'en est qu'au stade des prémisses, mais il nous semble qu'une telle approche est

réaliste. Elle nous engage à nous démarquer de certaines démarches sociolinguistiques; elle nous engage aussi à critiquer certains concepts dominants dans la linguistique contemporaine. Notons que cette critique a toujours eu cours chez les linguistes, mais elle s'est essentiellement confinée dans des domaines partiels (syntaxe, sémantique, analyse du discours, etc.).

Une approche critique et unifiante qui prend en compte la détermination historique : voilà tout un programme de recherche...

BIBLIOGRAPHIE.

- T. BACCOUCHE et H. SKIK : "Aperçu sur l'histoire des contacts linguistiques en Tunisie", in Congrès d'études des cultures méditerranéennes d'influence Arabo-Berber. SNED, Alger, 1973, pp. 157-195.
- GLOTTOPOLOGIQUE : Pré-publication pour le symposium international : "Problèmes de glottopolitique", 20-23 septembre 1984, Rouen.
- F. HELGORSKY : "Norme et histoire", in Français moderne, 1982-1, pp. 15-42.
- G. KRESS et R. HODGE : Language as ideology, Routledge & Kegan Paul, London, 1979.
- R. LAFONT : Le travail et la langue, Flammarion, 1978.
- K. MARX : Contribution à la critique de l'économie politique, Ed. Sociales, 1957.
- Langue dominante langues dominées, présentation de R. Lafont, Ed. Edilig, 1982.
- G. MARKUS : Langage et production, Denoël/Gouthier, 1982.
- The Nation-State : Edit. L. Tivey, Martin Robertson-Oxford, 1981.
- Langages n° 61, 1981
- Langue Française n° 25, 1975.